

Service Santé Protection Animale et environnement
3 rue Jehan Pinard
BP 19
89000 Auxerre

Auxerre, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRADIVAL

1 rue Jules RIMET
89400 Migennes

Références : CLB/ID N°25 000 018
Code AIOT : 0005401295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement TRADIVAL implanté 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est planifiée après réception d'un dossier portant à la connaissance du préfet plusieurs modifications, en particulier de l'installation de traitement des eaux usées, apportant des réponses aux non-conformités relevées à de nombreuses reprises et rappelées à l'occasion du contrôle de 2024.

Sont présentées également des mesures permettant de réduire la consommation d'eau, ainsi qu'une modification du mode de traitement des fumiers et autres matières fertilisantes issues du process d'abattage et du traitement d'eau. Ces points ne sont pas contrôlés ce jour

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADIVAL
- 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes
- Code AIOT : 0005401295
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Il s'agit d'un abattoir complété par un atelier de découpe de viande.

Il est équipé de 3 tours aéro-réfrigérantes et d'une station d'épuration, dont le rejet final se fait dans la rivière Yonne, par le réseau des eaux pluviales de la commune de Migennes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition d'échéance
1	STEP	AP Complémentaire du 10/03/2006, article 4	Demande d'action corrective	30/06/25
4	Modifications	Arrêté Préfectoral du 22/03/2000, article 7	Demande d'action corrective	31/07/25
5	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)	Demande d'action corrective	31/12/25

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	STEP	AP Complémentaire du 10/03/2006, article 5.4	Sans objet
3	Maintenance-entretien	Arrêté Préfectoral du 22/03/2000, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise des travaux pour améliorer les résultats, notamment pour le contrôle de la conformité des rejets.

Dnas ce cadre, il a présenté un dossier portant à connaissance les modifications projetées : ce dossier est insuffisant en l'état et doit être amélioré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : STEP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2006, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
Prescription contrôlée : valeurs limites prescrites Débit 450 m3/j MES = 35 mg/l DCO = 125 mg /l DBO5 = 25 mg/l N Ngl = 30 mg/l N NtK = 20 mg/l P = 2 mg/l
Constats : L'autosurveillance est réalisée aux fréquences prévues dans l'arrêté DCDD-2006-0087 Les résultats sont restés régulièrement non conformes pour le débit, jusqu'à la fin du mois de janvier 2025. Depuis, après les travaux réalisés sur le réseau et le changement d'adoucisseur, les volumes rejetés sont conformes. Quelques valeurs limites non respectées sur les différents paramètres. Le 4 ^e alinéa du III de l'article 21 de l'arrêté du 2/02/1998 ne s'applique pas, le suivi n'étant pas journalier. Aucune tolérance ne saurait être accordée. La mise en place d'une sécurisation des rejets, par coupure sectionnelle de la canalisation aval asservie à un turbidimètre est de nature à améliorer la qualité des rejets, en tout cas à diminuer les départs d'effluents non clarifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Finir la mise en place du système de dérivation des effluents non conformes d'ici le 30 juin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition d'échéance : 30 juin

N° 2 : STEP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2006, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder ou faire procéder, à ses frais, au contrôle du bon fonctionnement de sa station, au moyen de prélèvements d'échantillons représentatifs moyens, aux fins d'analyses par des méthodes normalisées, en amont et en aval de la station sur la totalité des paramètres visés à l'article 4. Le prélèvement en amont doit être réalisé dans le bassin tampon.
Constats : L'analyse des effluents en sortie de bassin tampon est réalisée à une fréquence trimestrielle. Les résultats permettent de conclure à un taux d'abattement conforme l'AP DCDD-2006-0097 (de 92 à 99% selon le paramètre mesuré)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance-entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2000, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement
Prescription contrôlée : L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.
Constats : Un plan de maintenance, en particulier des différents appareils de la station d'épuration est prévu. Les pièces, dont les pannes impactent le plus le fonctionnement de l'installation, sont disponibles sur site. Les autres sont commandés chez le fournisseur qui est susceptible de l'approvisionner le plus rapidement : une liste de fournisseurs à contacter est disponible. La surveillance du fonctionnement de la station est réalisée et enregistrée chaque jour, les opérations correctives sont également notées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2000, article 7
Thème(s) : Autre, notifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
Constats : Un porteur à connaissance présente plusieurs modifications en cours de mises en oeuvre. La description en est sommaire et ne permet pas à l'instructeur de se prononcer sur le caractère substantiel ou non des modifications, ni sur la nécessité de compléter ou modifier les arrêtés d'autorisation en vigueur.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant les travaux sur la station et la mise en place d'un dispositif de contrôle du rejet d'effluents non conformes :</p> <p>* présenter le déroulement des étapes, de la mesure non conforme par le turbidimètre à la réouverture de la canalisation, en passant par la gestion des effluents détournés.</p> <p>Concernant la modification du mode de gestion des matières stercoraire, fumiers et boues de station,</p> <p>* apporter des précisions sur la fréquence d'enlèvement et la quantité transportée à chaque fois.</p> <p>* préciser l'amélioration sur la diffusion d'odeurs : délai d'enlèvement ne limitant la fermentation? arrêt de la traversée de la ville?</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition d'échéance : 31 juillet 2025

N° 5 : TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'un plan d'entretien ; - vérification de la présence et de la complétude du contenu du plan d'entretien ; - fiche de stratégie de traitement préventif (non-conformité majeure) ; - renseignement du carnet de suivi indiquant les mesures d'entretien préventif réalisées (non-conformité majeure) ; - présence d'un plan de surveillance (non-conformité majeure) ; - liste et définition des indicateurs de suivi avec leurs valeurs cibles et d'alerte (non-conformité majeure) ; - procédures d'entretien, de suivi et d'actions en cas de dérive, dont description des actions en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila le cas échéant et des actions de désinfections précisant produits utilisés et quantités injectées (non-conformité majeure) ; - vérification de la présence et de la complétude du contenu des procédures spécifiques d'arrêt immédiat de la dispersion, et procédures de gestion de l'installation à l'arrêt et de redémarrage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
<p>Constats :</p> <p>Plan d'entretien conforme, mais résultats non conformes récurrents sur les TAR 2 et 3,</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>envisager un arrêt complet de chaque tour pour un nettoyage et détartrage complet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition d'échéance : 31 décembre 2025

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Maintenance-entretien
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2000, article 10
Information confidentielle : une colonne donnant le temps de dysfonctionnement de la station pourrait être ajouté.

Nom du point de contrôle : TAR
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)
Information confidentielle : L'exploitant évoque un possible entartrage lié au mauvais fonctionnement des adoucisseurs, qui ont été remplacés depuis.